

ENSEIGNEMENT

**Des pédagogies
actives...
contre les inégalités
sociales à l'école**

En matière d'émancipation sociale, l'école est en échec depuis longtemps. Diverses pédagogies dites « actives » ont montré qu'elles favorisent la réussite de tous les enfants, y compris quand ils sont issus de milieux défavorisés. Encore trop rarement utilisées, surtout dans le secondaire, elles constituent pourtant une piste de choix vers la réduction des inégalités sociales à l'école.

Avec le soutien de

Jadis lieu d'émancipation sociale, grâce auquel le fils d'ouvrier pouvait espérer atteindre une position supérieure à celle de ses parents, l'école ne semble plus remplir cette mission. L'ascenseur social est en panne.

Pourtant, si l'on en croit le décret « Missions » de l'enseignement de la fédération Bruxelles-Wallonie, l'école doit :

« 1°) promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves.

2°) amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle;

3°) préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures;

4°) **assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.** »

DU GÉNÉRAL AU PROFESSIONNEL, DU HAUT AU BAS DE L'ÉCHELLE

Malheureusement, on est bien loin du modèle d'une école qui donnerait à tous les jeunes les mêmes chances de développer leur potentiel pour être en mesure, à la fin de leurs études, de prendre une place active dans la société, en tant que citoyens et en tant que travailleurs.

Technologies de pointe, finance, gestion des affaires... les professions les plus rémunératrices et les plus valorisées, socialement parlant, sont – ou étaient jusqu'à récemment – des métiers très qualifiés, utilisant surtout l'intelligence logico mathématique et l'intelligence linguistique¹.

Au contraire, les métiers liés à l'éducation, à l'aide aux personnes et les métiers techniques apportent moins de reconnaissance sociale et, le plus souvent, un revenu moindre.

Conséquence : l'enseignement s'est calqué sur ce modèle de société. Le *nec plus ultra*, c'est l'enseignement général qui ouvre sur les études supérieures, de préférence universitaires. En cas d'échec, l'élève est orienté vers la filière technique de transition, ou/puis vers l'enseignement

¹ Howard Gardner, professeur à l'Université de Harvard, en dénombre au moins 8 : l'intelligence logico-mathématique, l'intelligence spatiale, l'intelligence interpersonnelle, l'intelligence verbo-linguistique, l'intelligence corporelle-kinesthésique, l'intelligence intrapersonnelle, l'intelligence musicale-rythmique, l'intelligence naturaliste. Voir lien raccourci : <http://miniurl.be/r-o69>, notamment.

de qualification et professionnel. C'est dans l'enseignement spécialisé² et le premier degré différencié (qui mène le plus souvent à l'enseignement de qualification) que l'indice socioéconomique moyen des élèves est le plus faible. Il existe donc un lien avéré entre l'échec scolaire et l'appartenance à un milieu défavorisé³.

Les études techniques sont donc considérées comme un pis-aller pour les élèves qui ne réussissent pas dans un enseignement général conçu par et pour des intellectuels⁴ de la classe moyenne-supérieure. Et de fait, on retrouve dans ces filières « de relégation » nombre d'élèves issus de milieux peu favorisés, ayant connu un parcours jalonné d'échecs, qui n'ont plus confiance en eux, qui ne sont pas motivés pour une option qu'ils n'ont bien souvent pas vraiment choisie : c'est le système qui les a conduits là par défaut. Conséquence : 57% des élèves inscrits dans l'enseignement professionnel ne vont pas au bout de leur formation et quittent l'école sans diplôme !⁵

**Cette
hiérarchisation
des filières
d'enseignement
produit de
l'exclusion
scolaire et
sociale.**

Cela ne contribue évidemment pas à revaloriser ces filières qui forment pourtant des techniciens très demandés sur le marché du travail.

On a beau rappeler régulièrement qu'un diplôme universitaire n'est plus du tout un rempart contre le chômage et que les formations techniques, au contraire, mènent le plus souvent à l'emploi et assurent parfois des revenus enviablés, rien n'y fait. Même au sein de l'enseignement général, les options qui semblent économiquement rentables, comme les maths, les sciences ou les langues modernes, sont souvent plus attrayantes que les options plus littéraires (langues anciennes, histoire), réputées « ne servir – et ne mener – à rien ».

UNE ÉCOLE PRODUCTRICE D'EXCLUSION

Cette hiérarchisation des filières d'enseignement produit de l'exclusion scolaire et sociale, ce qui est bien sûr totalement contraire à sa mission d'émancipation sociale. Elle ne correspond pas non plus aux besoins de la société : on l'a dit, on a autant besoin de bons ingénieurs que de bons

² Sur l'orientation des enfants issus de milieux précarisés vers l'enseignement spécialisé, lire notre analyse <http://miniurl.be/r-nzv>

³ Site internet « *Changements pour l'égalité* », constat et revendications, lien raccourci : <http://miniurl.be/r-nh>

⁴ Intellectuels au sens logico-mathématique et linguistique.

⁵ Indicateurs de l'enseignement, édition 2012, cité sur le site <http://www.enseignons.be/actualites/2012/11/11/57-eleves-professionnel-aucun-diplome>

professionnels des métiers de la construction et de la rénovation, de la mécanique automobile ou des soins aux personnes⁶.

Au lieu d'œuvrer à l'émancipation sociale, le système scolaire reproduit et renforce donc les inégalités sociales, par la hiérarchisation des filières évoquée ci-dessus. En effet, la Belgique est le pays d'Europe où les inégalités de niveau entre les élèves et le taux de ségrégation sont les plus élevés. Les établissements scolaires n'accueillent pas tous la même population. Les élèves en situation de précarité se retrouvent généralement dans des établissements regroupant une majorité d'élèves défavorisés.

**Les enseignants
ne sont pas
suffisamment
formés à la
rencontre
d'autres cultures
et d'autres
milieux sociaux.**

Les inégalités sont renforcées par l'état des infrastructures des écoles dites « ghetto ». Leurs bâtiments sont souvent vétustes, voire insalubres. Elles ne proposent pas un environnement scolaire favorable pour des élèves qui connaissent souvent des conditions de vie difficile(s) en dehors de l'école (logement, chômage des parents...). Or, il existe un lien entre l'environnement scolaire et la réussite à l'école⁷. Un élève étudiant dans un établissement avec des infrastructures en bon état, des espaces verts... bénéficie de bonnes conditions pour suivre sa scolarité normalement. De plus, dans ces écoles fréquentées essentiellement par des élèves défavorisés, il y a peu de possibilités de trouver des financements privés (ex : dons des parents, fêtes d'écoles...) pour faire face à l'insuffisance des subventions publiques.

L'écart culturel entre la famille et l'école est un facteur déterminant dans le parcours de l'élève. Dans le cas de familles défavorisées, *a fortiori* si elles sont d'origine étrangère, la relation entre la famille et l'école est souvent compliquée à établir. Car passer de la famille à l'école peut parfois être un exercice difficile : on change de monde, de manière de penser, de façon d'agir⁸. Les enfants des milieux défavorisés sont généralement les plus démunis face à cela, car ils n'ont pas les clés, le langage, les codes qui permettent de comprendre les règles du jeu de l'école, qui sont établies par et pour les membres de la culture majoritaire. Certains

⁶ Notons que, pour ce qui concerne les soins aux personnes, le problème est plutôt du côté du manque de financements que du manque d'effectifs, puisqu'il s'agit du secteur non marchand, parent pauvre des politiques publiques.

⁷ Etude du Segec, propos d'Etienne Michel « L'école réussira-t-elle sa seconde sess ? » journal Alteréchos n°389, 25 septembre 2014

⁸ Annick Bonnefond, Mouraux Danielle, « A l'école des familles populaires », changements pour l'égalité, Editions couleur livres, 2011

parents se sentent dépassés dans leur rôle éducatif, notamment à cause du fossé culturel qui les sépare de leurs enfants et de l'école, et ils attendent désormais de celle-ci qu'elle remplisse une mission supplémentaire, celle de l'éducation des enfants. Quant aux enseignants, ils ne sont pas suffisamment formés à la rencontre d'autres cultures et d'autres milieux sociaux.

Du reste, les conditions de vie d'une famille précarisée ne lui permettent pas toujours de placer l'école au centre de ses préoccupations. Les problèmes de survie peuvent l'éloigner du rythme et des exigences de l'école⁹. Des écarts significatifs existent entre les élèves bénéficiant de cours particuliers, d'aide aux devoirs et de soutien scolaire de la part de leurs parents, et ceux ne bénéficiant d'aucune aide extérieure à l'école. Les enfants ne sont donc pas tous égaux face au travail scolaire qu'ils doivent réaliser à la maison.

L'école telle qu'elle est aujourd'hui n'est pas en mesure de compenser les inégalités sociales. L'exemple des devoirs et des travaux à domicile le montre bien : certains élèves bénéficient de conditions agréables pour étudier (une chambre à soi, au calme), peuvent compter sur l'aide de leurs parents pour réexpliquer une matière, faire réciter ou réaliser un devoir ou un exposé, que ce soit pour le contenu ou pour la mise en forme. D'autres vivent dans une famille dont la culture est éloignée de l'école, avec des parents peu formés, voire ne parlant pas le français. Ils doivent pourtant satisfaire aux mêmes exigences que les autres.

Ce rapide tour d'horizon des inégalités sociales face à l'école n'est certes pas réjouissant. Mais les inégalités scolaires ne sont pourtant pas une fatalité. Que ce soit chez nous ou dans d'autres pays, des initiatives innovantes luttent avec succès contre l'échec scolaire et l'exclusion sociale qui en découle.

DES MODÈLES NOVATEURS : DE L'EXPÉRIMENTATION À LA RÉUSSITE

Depuis longtemps, des écoles travaillent selon des pédagogies qui favorisent la réussite et l'accrochage scolaire. Ces écoles dites « alternatives », qu'elles s'appellent **Freinet**, **Decroly** ou encore **Steiner** (du nom des pédagogues dont elles revendiquent l'héritage) proposent des conditions d'apprentissage qui diffèrent du système classique. Le but :

⁹ Annick Bonnefond, Mouraux Danielle, *idem*

développer l'autonomie, cultiver l'enthousiasme, respecter la liberté et le rythme de l'enfant¹⁰.

Le but des pédagogies actives : développer l'autonomie, cultiver l'enthousiasme, respecter la liberté et le rythme de l'enfant.

Dans ces établissements pratiquant une pédagogie dite « active », les enseignants proposent une autre façon d'apprendre. Ils sont vus comme des accompagnateurs de l'élève dans sa démarche d'apprentissage. Les parents sont invités par les enseignants à s'engager dans la vie de l'établissement, voire de la classe¹¹. L'élève choisit librement son emploi du temps et une activité sur la base d'un contrat. L'enseignant reste en retrait mais se tient à la disposition de l'élève pour lui fournir des informations complémentaires. Grâce à cette autonomie, l'élève retient plus facilement les informations qu'il cherche de lui-même. C'est une grande avancée en matière de pédagogie, basée sur la confiance entre le professeur et l'élève.

De plus, l'absence de compétition est un point fondamental de l'enseignement « alternatif » qui rejette les notes et les classements. Les élèves sont évalués sur la continuité et non sur une note. Les professeurs prennent en compte leur engagement dans le travail, leurs acquis et non acquis. Le redoublement y est banni jusqu'en 3^e et 4^e secondaire. Avec l'enseignant, l'élève découvre et met en valeur ses compétences dans l'un ou l'autre domaine, qu'il soit littéraire, scientifique, artistique, etc. La confiance en soi est le moteur de la réussite. Chaque élève est capable, et les enseignants qui l'entourent sont justement là pour l'aider à en prendre conscience.

L'accent est mis sur l'expression libre, le travail de groupe, la gestion coopérative de la vie du groupe, les apprentissages individuels, les projets communs, comme les jardins collectifs et les journaux.

Les pédagogies actives sont attentives au respect du rythme de l'enfant et lui donnent une ouverture sur le monde. Il est prouvé que la majorité des élèves issus de ces écoles poursuivent leur scolarité en secondaire et dans l'enseignement supérieur. Leur capacité d'autonomie et d'analyse acquise durant leurs années en primaire facilite leur parcours scolaire.

¹⁰ Annabel Claix, « la méthode Freinet, est-ce vraiment la panacée ? » journal web 7sur7, lien raccourci : <http://miniurl.be/r-nhq>

¹¹ Site Enseignons.be, « pédagogie active, pourquoi ça marche » lien raccourci : <http://m-url.eu/r-nez>

A lire ces descriptions, on se dit que ces pédagogies sont particulièrement à même de réduire les inégalités sociales : approche individualisée, valorisation des diverses intelligences, absence de compétition... Pourtant, ces écoles sont, dans leur grande majorité, des écoles fréquentées par des enfants issus de familles (très) aisées. En effet, les écoles à pédagogie active sont souvent privées ou partiellement subventionnées, et une participation financière est demandée aux parents. Cet apport financier peut aller de 250 euros l'année, comme à Louvain-la-Neuve (Ecole Freinet), à 10 000 euros l'année, comme dans les écoles Montessori. Cela exclut de fait les élèves issus de milieux défavorisés.

Malheureusement, la pédagogie active en secondaire est assez rare en Belgique.

Il existe quand même quelques écoles subventionnées qui appliquent la pédagogie active, comme « L'autre école » à Auderghem, « Clair Vivre » à Evere, « L'école en couleurs » et l'école Hamaide à Uccle. Selon le quartier où elles sont implantées, la mixité sociale y est plus ou moins réelle, même si la pédagogie elle-même prône la solidarité, refuse l'élitisme et la compétition.

Depuis quelques années, de nouvelles écoles à pédagogie active voient le jour et l'on ne peut que s'en réjouir.

Malheureusement, la pédagogie active en secondaire est assez rare en Belgique. Elle est appliquée à l'école Decroly à Uccle. Dans la même commune, « L'école active », subventionnée, a vu le jour en septembre 2014, ouvrant la première secondaire à 96 élèves, avec le projet d'aller progressivement jusqu'à la sixième. L'« Alter-école » à Clavier (province de Liège), entièrement subventionnée, est un projet-pilote d'école secondaire à pédagogie active (voir encadré).

L'Alter-école : un projet pilote en secondaire

L'Alter-école, Clavier, accueille 35 élèves de la 3^e à la 6^e, souvent fâchés avec l'enseignement traditionnel. Encadrés par huit enseignants, les élèves évoluent en cogestion. Les tâches ménagères, de cuisine et d'administration sont du ressort de tous¹². Ces tâches sont effectuées tous les matins par un groupe d'élèves et de professeurs. Ce mode de gestion constitue un apprentissage de l'autonomie et de la solidarité. Lorsque les élèves sont dispensés de cogestion durant la matinée, ils se consacrent aux ateliers. Les

¹² Site « Alter-école », lien raccourci : <http://miniurl.be/r-o6>

ateliers regroupent des activités interdisciplinaires centrées sur un thème commun, que chacun a le droit de proposer. Les ateliers et les groupes de gestion changent toutes les trois semaines. Les après-midi sont quant à eux consacrés aux cours par année. Il existe au sein de cette école un projet à long terme comme la réalisation d'un court métrage ou la mise en place d'un potager. De plus, chacun témoigne de son engagement dès son inscription à l'école en écrivant une lettre de motivation, répondant à la question : « *Que puis-je apporter à l'Alter-école et que peut-elle m'apporter en retour ?* ». Toutes les six semaines, l'ensemble des professeurs et des élèves se réunit pour élire le conseil composé d'enseignants et d'élèves, qui a pour rôle de prendre les décisions propres à la vie quotidienne. Il prend en compte les demandes de chacun, les examine, et rend une décision collective. Toutes les deux semaines, des agoras sont organisées.

On sent donc que la demande existe et des initiatives voient le jour pour y répondre. Ce type de pédagogie pourrait-il permettre au système scolaire de mieux remplir sa mission d'*assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale* ? Permettrait-il en particulier de combler le fossé culturel qui sépare certaines familles de l'école, compromettant la scolarité et l'avenir de trop d'enfants ?

Un exemple français nous montre que ce n'est pas une utopie. Il existe chez nos voisins certains établissements proposant une manière différente d'enseigner en secondaire, y compris avec des élèves de quartiers défavorisés, tout en respectant le programme de l'année scolaire.

COLLÈGE CLISTHÈNE À BORDEAUX : PÉDAGOGIE ACTIVE ET MIXITÉ SOCIALE

Cap donc sur le **collège Clithène** à Bordeaux (France). Cet établissement, annexe du collège historique de la cité « Grand Parc » a ouvert ses portes en 2002. La cité du « Grand parc » est essentiellement constituée de logements sociaux, pour la plupart dégradés, insalubres. Le collège est encerclé par de grandes barres d'immeubles. Deux tiers des élèves sont issus des cités les plus défavorisées aux alentours, et un tiers seulement viennent du quartier aisé le plus proche.

Ce projet expérimental, comme le souligne le sociologue François Dubet (université Bordeaux II) : « *reste dans le cadre strict de l'Éducation nationale, ne s'adresse pas à des élèves particuliers et ne coûte pas plus cher que le modèle dominant* ». Le collège compte seulement une centaine d'élèves, afin de garder une taille humaine aux structures éducatives¹³.

¹³ Vincent Guédé, « *Clisthène, à l'épreuve de la durée* », Revue les cahiers pédagogiques, n°469, Mai 2009

L'idée des « mini-collèges » permet en effet de casser les gros effectifs dans les classes. Ce projet s'articule autour de trois axes : instaurer **un autre rapport au savoir** pour éviter le désintérêt, la démotivation et l'échec ; mener **une prévention efficace de la violence** ; permettre **un apprentissage véritable de la démocratie**¹⁴. Il ne s'agit pas d'utopie pédagogique mais d'un véritable pari sur l'avenir.

Les enseignements y sont divisés en trois temps :

- Un tiers du temps consacré aux disciplines générales
- Un autre tiers aux études thématiques interdisciplinaires (ex : le traitement des déchets et l'environnement ; l'étude de l'estuaire de la Gironde)
- Le dernier tiers consacré à la formation sportive, artistique, technique et sociale.

Faut-il s'en étonner ? Il n'existe presque pas d'absentéisme à Clithène.

Les professeurs, quant à eux, effectuent treize heures maximum d'enseignement hebdomadaire sur vingt-quatre heures. Le reste du temps est employé à la concertation et au travail en équipe, à l'aide personnalisée et au tutorat, à la gestion de l'établissement (direction, restauration, ménage...), à la formation, au remplacement, etc. En mêlant l'aspect pédagogique à l'éducatif, cet établissement entend non seulement favoriser la réussite scolaire, mais aussi lutter efficacement contre la violence présente dans les banlieues françaises.

Un élément de cette lutte contre la violence est une période d'accueil matinal, avant le début des cours. La violence à l'école est très souvent liée à l'environnement familial dans lequel l'élève évolue. Un climat familial difficile, la précarité économique, des logements trop petits dans un environnement dégradé... Entre 8h15 et 9h, les élèves disposent de temps pour commencer la journée « en douceur » : un petit déjeuner est offert, ils peuvent aller au centre de documentation pour terminer leurs devoirs, à la salle d'informatique, prendre du temps pour lire ou pour discuter... Ce « sas » entre la maison et l'école permet aux élèves violents de contrôler leur comportement, de faire part aux autres de leurs angoisses et de leurs difficultés autrement que par l'agressivité.

Faut-il s'en étonner ? Il n'existe presque pas d'absentéisme à Clithène. Les élèves y sont encadrés en permanence par toute l'équipe pendant tout le temps de leur présence au collège, repas y compris. Ils ne sont jamais

¹⁴ Raoul Pantanella, « Clithène, ou l'innovation vécue », revue les cahiers pédagogiques n°413-414, avril 2003

affectés par l'absence d'un professeur dont le temps est aussitôt occupé par un autre.

La mixité sociale est également un élément fort de ce collège. Des familles aisées, qui ont pourtant déserté il y a vingt-cinq ans le quartier du Grand Parc, viennent désormais y scolariser leurs enfants, malgré certaines réticences au départ.

En 2007, Clithène enregistrait 96% de réussite à l'examen de la 3^e secondaire, le meilleur taux du département de la Gironde. Désormais, le collège, fort de son succès grâce ces méthodes éducatives innovantes, est un modèle d'apprentissage.

QUELQUES INITIATIVES DE PÉDAGOGIE ACTIVE EN BELGIQUE

Si les écoles secondaires à pédagogie active sont encore trop rares en Belgique, on ne peut pas dire que rien ne bouge en la matière. On peut notamment citer le Groupe belge d'éducation nouvelle (GBEN), qui est né en 1983 de la rencontre entre un cercle d'enseignants-chercheurs et le Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN). Il entend préparer une société plus juste, plus humaine, plus créative, plus solidaire, moins mercantile et concurrente en agissant sur le système éducatif¹⁵. Il développe sa pédagogie sur la base de 7 valeurs ou « partis-pris » :

- Le pari philosophique (tous capables, tous chercheurs, tous créateurs)
- Le pari de la transparence (où on va ? où on en est ?)
- Le pari de l'émancipation (former aux responsabilités)
- Le pari du social (travail en équipe)
- Le pari du sens (donner du sens à son activité)
- Le pari de l'engagement (la motivation)
- Le pari de la confiance (bienveillance, estime et exigence)

Pour gagner ces paris, le groupe a ouvert en 1992 une école d'éducation nouvelle, « *La maison des enfants* », à Buzet (Namur). C'est l'une des implantations de l'école communale de Floreffe¹⁶.

Le GBEN n'est pas seul à explorer les pédagogies actives en Belgique. Il travaille notamment en collaboration avec les CEMEA (Centres d'Education aux Méthodes Actives), la CGé (Changement pour l'égalité, anciennement

¹⁵ Site « Groupe belge d'éducation nouvelle », www.gben.be

¹⁶ <http://www.lamaisondesenfants.be/>

Confédération générale des enseignants, voir ci-dessous), et le GRAPPA (Groupe de Recherche Action Pour une Pédagogie Active).

Le mouvement sociopédagogique « *Changement pour l'égalité* » est né au début des années 70 et est reconnu comme organisme d'Education permanente. C'est un pionnier en matière de pédagogie institutionnelle (PI), pour la Belgique francophone. La pédagogie institutionnelle est une composante de la pédagogie active. Elle a été élaborée par Fernand Oury, dès les années 50, à partir de sa propre expérience d'enseignant.

Son but est d'établir, de créer, et de faire respecter, par et avec les élèves, des règles de vie dans l'école et la classe, par des institutions appropriées. Elle repose sur la conviction que « *rien ne se fait sans désir* »¹⁷. Et que l'apprentissage nécessite un cadre, des règles. Si l'enfant perçoit la classe

comme un lieu de repères, de sécurité, de vie où l'on peut régler des questions, il va progressivement prendre en charge sa vie d'écolier, tout comme il prend en charge de petites responsabilités dans la classe, en fonction de ses compétences et de ses affinités.

Les pédagogies actives semblent bien être en mesure d'atténuer les inégalités sociales à l'école.

Les institutions, c'est par exemple le « Quoi de neuf ? » du matin, où chacun peut s'inscrire pour prendre la parole sur quelque chose qui le préoccupe ou le réjouit. C'est aussi le « conseil » où se prennent les décisions, où

le pouvoir se partage, entre élèves et avec le professeur.

Les expériences de pédagogie institutionnelle, relatées dans les publications de la CGé, montrent à l'envi les petits « miracles » qu'elle peut susciter, notamment dans des classes de l'enseignement professionnel où les élèves sont au départ fort peu motivés pour le travail scolaire et ont une très faible estime d'eux-mêmes¹⁸.

Les pédagogies actives semblent bien être en mesure d'atténuer les inégalités sociales à l'école, notamment parce qu'elles sont fondées sur l'implication active des élèves dans leurs apprentissages et sur le renforcement de la confiance en soi, alors que le système scolaire classique est basé sur la peur de l'échec et la sélection. Une scolarité agie plutôt que subie, qui valorise différents types d'intelligence et forme les citoyens actifs et solidaires sont notre société a urgemment besoin.

¹⁷ Site changement pour l'égalité, « *CGé et la pédagogie institutionnelle(PI)* », <http://www.changement-egalite.be/spip.php?rubrique375> lien raccourci : <http://miniurl.be/r-nib>

¹⁸ Voir notamment : *Désirs à prendre et Au front des classes*, éd. Couleur Livres/CGé.

Malheureusement, ces pédagogies, souvent conçues, à l'origine, par des enseignants travaillant en milieu populaire, sont trop souvent réservées à une classe sociale aisée (l'exemple des écoles Montessori) ou culturellement riche. Pourquoi le monde politique, mais aussi les syndicats et les équipes pédagogiques sont-ils généralement si frileux face à ces pédagogies ? A cause du bouleversement que cela suppose pour les enseignants (formation, remise en question des habitudes, travail en équipe...) ? A cause des peurs des parents, déstabilisés par l'absence de résultats chiffrés, de devoirs à domicile et de classements ? Difficile à dire.

Ce qui est sûr, c'est que le système actuel est contreproductif – il ne vient pas à bout de l'échec scolaire – et socialement injuste – il renforce les inégalités socio-économiques.

C'est pourquoi on ne peut que soutenir la Plate-forme pour la lutte contre l'échec scolaire dans son « Appel au débat en vue d'une refondation de l'école »¹⁹. Les signataires (associations²⁰, académiques et syndicats) de cet appel demandaient aux hommes et aux femmes politiques, à la veille des élections de mai 2014, d'affirmer leur volonté de refonder le système scolaire, qu'il réponde à ses missions et aux défis qui attendent les citoyens de demain.

Claire Bord



Disponible sur www.vivre-ensemble.be
Contact : info@vivre-ensemble.be
02 227 66 80

Avec le soutien de la



¹⁹ Site changement pour l'égalité : « Appel au débat en vue d'une refondation de l'école », lien raccourci : <http://miniurl.be/r-o8x>

²⁰ Dont Vivre Ensemble Education